

COLLECTION HANDICAP VIEILLISSEMENT SOCIÉTÉ



Handicap, travail, action publique

Alain Blanc

PUG

Handicap, travail, action publique

Une réflexion fondée sur vingt-cinq ans d'études sociologiques qui permet de mesurer l'évolution de l'insertion professionnelle des personnes handicapées.

Ce livre rassemble des textes écrits entre 1995 et 2019 portant sur l'insertion professionnelle des personnes handicapées. De longueurs variées, fondés sur des données de natures différentes (quantitatives ou qualitatives), tous ont pour point commun de présenter une réflexion concernant les relations entre le handicap, le travail et l'action publique.

Ce recueil procède d'une double démarche : aborder la question du travail des personnes handicapées selon trois niveaux interagissant (le droit, les acteurs, les employeurs) ; mobiliser les concepts des sciences sociales pour analyser leurs interactions. De cet assemblage résulte une analyse éclairante portant sur les formes et les conditions de l'inclusion professionnelle des personnes handicapées.

Alain Blanc est professeur de sociologie et membre du Laboratoire de recherche sur les apprentissages en contexte (LaRAC) à l'Université Grenoble Alpes. Spécialiste de la sociologie du handicap, il travaille depuis plus de vingt-cinq ans sur la question des relations entre travail et handicap.



La Région 
Auvergne-Rhône-Alpes

PUG

www.pug.fr

ISBN 978-2-7061-5054-8 (e-book PDF)

ISBN 978-2-7061-5055-5 (e-book ePub)

HANDICAP, TRAVAIL, ACTION PUBLIQUE



Le code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

Cet ouvrage a été publié avec la participation financière de la région Auvergne – Rhône-Alpes et du Centre National du Livre.

Relecture: Clara Gonnet

Mise en page: Catherine Revil

© Presses universitaires de Grenoble, février 2021

15, rue de l'Abbé-Vincent – 38600 Fontaine

contact@pug.fr / www.pug.fr

ISBN 978-2-7061-5054-8 (*e-book PDF*)

ISBN 978-2-7061-5055-5 (*e-book ePub*)

L'ouvrage papier est paru sous la référence ISBN 978-2-7061-4734-0

Alain Blanc

HANDICAP, TRAVAIL, ACTION PUBLIQUE

PUG

Liste des sigles

- AAH**: Allocation pour adulte handicapé
- AFM**: Association française contre les myopathies
- AFPA**: Association pour la formation professionnelle des adultes
- ANACT**: Agence pour l'amélioration des conditions de travail
- APAJH**: Association des personnes et amis des jeunes handicapés
- APF**: Association des paralysés de France
- AGEFIPH**: Association pour la gestion du fonds pour l'insertion des personnes handicapées
- ANPE**: Agence nationale pour l'emploi
- AP**: Atelier protégé
- AS**: Adaptation secondaire
- AT**: Accident du travail
- BEP**: Brevet d'études professionnelles
- BTP**: Bâtiment et travaux publics
- BTS**: Brevet de technicien supérieur
- CAP**: Certificat d'aptitude professionnelle
- CAP-EMPLOI**: regroupe l'ensemble des acteurs spécifiquement dédiés à l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés
- CAT**: Centre d'aide par le travail
- CEP**: Certificat d'études primaires
- CDAPH**: Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées
- CDES**: Commission départementale d'éducation spécialisée
- CDOI**: Commission départementale d'orientation des infirmes
- CDTD**: Centre de distribution de travail à domicile
- CFDT**: Confédération française et démocratique du travail

CFE-CGC: Confédération française de l'encadrement-Confédération générale des cadres

CFTC: Confédération française des travailleurs chrétiens

CGT: Confédération générale du travail

CHSCT: Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail

CNPF: Conseil national du patronat français

COTOREP: Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel

CRDI: Centre régional de documentation et d'information

CREDOC: Centre de recherches, d'études et de documentation sur les coûts

CRP: Centre de rééducation professionnelle

CTH: Conseiller pour les travailleurs handicapés

DDTEFP: Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

DRTEFP: Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

CTNERHI: Centre technique national d'études et de recherches sur le handicap et les inadaptations

DARES: Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques

DEA: Diplôme d'études approfondies

DEFM: Demandeur d'emploi en fin de mois

DESS: Diplôme d'études supérieures spécialisées

EPS: Équipe de préparation et de suite

EPSR: Équipe de préparation et de suite du reclassement

EA: Entreprise adaptée

ESAT: Établissement et service d'aide par le travail

FIPHFP: Fonds pour l'insertion des personnes handicapées de la fonction publique

FO: Force ouvrière

FPE: Fonction publique d'État

FPH : Fonction publique hospitalière

FPT : Fonction publique territoriale

GIRPEH : Groupement interprofessionnel régional pour la promotion de l'emploi des personnes handicapées

GR : Garantie de ressource

GRETA : Groupement d'établissements

GRTH : Garantie de ressource versée aux travailleurs handicapés

IMPRO : Institut médico-professionnel

INSERM : Institut national de la santé et de la recherche médicale

IT : Institution totale

IUT : Institut universitaire de technologie

LADAPT : Ligue pour l'insertion sociale et professionnelle des personnes handicapées

MP : Maladie professionnelle

MAS : Maison d'accueil spécialisée

OHE : Opération handicap + emploi

ONMR : Office national des mutilés et des réformés

OIP : Organisme d'insertion et de placement

OS : Ouvrier spécialisé

PAIO : Permanence d'accueil, d'information et d'orientation

PDITH : Plan départemental pour l'insertion des travailleurs handicapés

PPTH : Prospecteur-placier chargé des travailleurs handicapés

RATP : Régie autonome des transports parisiens

RMI : Revenu minimum d'insertion

SAMETH : Service d'aide et de maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés

TH : Travailleur handicapé

UNAPEI : Union nationale des associations de parents, de personnes handicapées, et de leurs amis

Présentation

Les textes rassemblés dans ce volume ont été écrits entre 1996 (date de publication du plus ancien) et 2019, soit durant vingt-cinq ans de travaux dédiés à l'étude de l'insertion professionnelle des personnes handicapées, étude officialisée par la publication de mon livre intitulé *Les handicapés au travail; Analyse sociologique d'un dispositif d'insertion professionnelle* (Blanc, 2004 (1995)).

Durant ce quart de siècle, au gré des circonstances et des sollicitations, j'ai écrit des articles pour des revues et des chapitres d'ouvrages collectifs. Au sein de cet ensemble, pour le présent volume, j'ai choisi quatorze textes dont la liste figure en fin d'ouvrage : sept articles et six chapitres tirés d'ouvrages collectifs auxquels j'ai ajouté un texte inédit.

L'organisation de ces quatorze textes ne tient pas compte de l'ordre chronologique de leur parution : alors que le premier texte de ce volume a été publié en 2017, le quatorzième, inédit, résulte d'une conférence prononcée en 2019. Tous les textes présentent, soit de façon générale, soit en se focalisant sur un objet plus précis, une réflexion portant sur les trois termes constituant le titre de cet ouvrage : handicap, travail, action publique.

Les huit premiers textes sont des synthèses réunissant diverses données. Les trois textes suivants constituent un triptyque dédié à l'analyse des conséquences de l'application de la loi de 1987. Les trois derniers textes présentent des analyses portant sur l'accueil des personnes handicapées en établissements spécialisés.

Les textes présentent des différences de formes : certains comprennent des tableaux réunissant des données quantitatives (statistiques), d'autres mobilisent des données qualitatives. Ils se caractérisent aussi par des longueurs diverses dues aux options éditoriales. Mais dans tous les cas, pour construire mon propos, j'ai voulu inscrire mes travaux dans une double démarche :

- réunir les aspects permettant de cerner l'insertion professionnelle selon trois niveaux interagissant : le niveau macro avec le droit, soit la production de cadres généraux, la discrimination positive par exemple ; le niveau méso avec les acteurs de terrain qui appliquent et interprètent ces cadres, par exemple les organismes de placement ; le niveau micro avec la réception en bout de chaîne, par exemple les employeurs ;
- mobiliser des conceptualisations issues des sciences sociales, la sociologie en particulier, qui permettent de proposer des explications aux arrangements sociaux décrits. Et s'il est vrai que l'insertion professionnelle des personnes handicapées peut être cernée par des descriptions, par exemple les évolutions des lois, elle ne peut être analysée qu'en lien avec des abstractions socialement construites, par exemple celle de la figure de l'étranger.

Nécessairement datés (le lecteur trouvera des indications en francs et en euros), ces textes ont été publiés à un moment historique de reconfiguration des actions de l'État-providence en général, à destination des personnes handicapées en particulier : entre la loi de 1975 prônant la solidarité nationale avec les personnes handicapées et la loi de 2005 valorisant autonomie, projet et accessibilité, la relation aux personnes handicapées a évolué. Ces textes ont été pensés et écrits durant cette époque d'évolution pendant laquelle, par exemple, l'action publique de placement des travailleurs handicapés a été transférée au secteur associatif. Ils portent donc la trace, et inégalement entre eux, de cette évolution du dispositif d'insertion professionnelle destiné aux personnes handicapées tel qu'il s'est construit depuis les années 1960-1970 jusqu'aux deux premières décennies de ce siècle. Significativement, ces textes signalent souvent l'importance de trois grandes lois dédiées aux personnes handicapées qui témoignent de l'évolution du modèle français : les lois de 1975, 1987 et 2005.

Ces textes présentent des redites : par exemple, des références à de grands textes ayant construit l'objet que j'étudie, exemplairement le rapport de François Bloch-Lainé publié en 1967 ; la présentation des activités de l'AGEFIPH ; la référence à des travaux de sociologues. Malgré elles, j'ai reproduit la totalité des textes déjà publiés, je n'ai pratiqué aucune coupure. La raison principale en est qu'au fil des textes, des développements nouveaux sont apportés, certes sur la base

d'un canevas constitué par des arguments et des analyses maintenus au fil des pages. Bienvenue au lecteur ainsi invité à entrer dans l'atelier de production.

Le contenu des textes n'a pas été changé. Les modifications que j'ai apportées sont de pure forme et visent à présenter un recueil homogène : elles concernent la présentation des titres, des références et des notes bas de page. Figurant en fin d'ouvrage, la bibliographie regroupe les seuls ouvrages cités dans les textes.

Je remercie les éditeurs et les responsables de revues d'avoir bien voulu autoriser la republication de ces textes.

La main-d'œuvre handicapée : les limites d'une valeur d'exposition à la hausse*

Au pays du salariat contemporain, il est accepté que les personnes handicapées souhaitent et puissent travailler : figure charismatique, Suzanne Fouché, fondatrice en 1929 de la Ligue pour l'adaptation du diminué physique au travail (LADAPT), l'une des associations toujours importante du secteur du handicap, a rappelé combien, avant et après la seconde guerre mondiale, elle batailla pour faire accepter l'idée puis la réalisation d'une progressive accession au travail des personnes handicapées (Fouché, 1983).

Depuis près d'un siècle, la France, par la constitution et la réaffirmation d'une législation contraignante, soit les lois de l'immédiat après Grande Guerre, puis celles de 1957, 1975, 1987 et 2005, a progressivement mis en place une action publique dédiée aux personnes handicapées : création d'établissements spécialisés pour mineurs et adultes, maintenant les maisons de retraite, constituant une filière (Zafiroopoulos, 1980 ; Blanc, 2004), attribution de ressources comme l'Allocation pour adulte handicapé (près d'un million de bénéficiaires en 2015, 500 000 en 1975). Une partie de cette action concerne spécifiquement les travailleurs handicapés¹ qui bénéficient ainsi de dispositifs particuliers : services complémentaires, spécifiques et exclusifs, par exemple de placement tel le réseau Cap-Emploi qui, dans les années 1990, a unifié les acteurs dédiés à l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi handicapés. Ces politiques visent à sortir les personnes handicapées de la solidarité familiale pour les inclure dans la solidarité nationale aux multiples

* Article paru dans *Les mondes du Travail*, n° 19, nouvelle série, mars 2017, p. 21-33.

1. Les travailleurs handicapés bénéficient d'une reconnaissance administrative leur permettant de bénéficier de l'obligation d'emploi : ils constituent une catégorie appartenant à l'ensemble plus vaste des personnes handicapées. Pour marquer cette distinction et l'objet de mon propos, j'utilise le terme de travailleurs handicapés pour désigner les personnes relevant de la population active et celui de personnes handicapées pour toutes les catégories.

déclinaisons, dont les actions favorisant leur insertion professionnelle. En 1967 : naît l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) au sein de laquelle quelques prospecteurs placiers consacrent leurs activités aux seuls travailleurs handicapés ; François Bloch-Lainé (1967) publie un rapport constituant une approche globale du handicap. Depuis lors, les importants efforts réalisés manifestent la permanence de l'option française de discrimination positive élaborée dès l'après Grande Guerre, mais qui, simultanément à ses réussites, recèle une dimension aporétique (Blanc, 2014). En ce début de troisième millénaire, pour les personnes handicapées, des orientations d'inspiration anglo-saxonne sont transposées dans le droit français : à l'option hexagonale de discrimination positive, la loi de 2005 ajoute celles, promues par l'Union européenne, de l'accessibilité, conception environnementale du handicap, et de la non-discrimination, égalisation des chances.

Cerner les relations entre travail et handicap implique de souligner que :

- les personnes handicapées ont « une employabilité naturelle limitée ». L'employabilité est l'adéquation possible entre offre et demande de travail sur un marché constitué, inégal et contraignant. La naturalité souligne le caractère corporel des déficiences et ses conséquences, les limitations fonctionnelles. Cette caractérisation est restrictive car des corps deviennent aussi déficients par accidents du travail ou maladies professionnelles, les inaptitudes. L'employabilité reste limitée car une gestion sociale des corps en général, au travail surtout, prédomine : l'efficacité ;
- la nature des emplois implique des compétences dont, en tendance, les travailleurs handicapés sont éloignés. Si des emplois peu qualifiés existent encore, la technicisation générale des autres suppose, par exemple, des capacités d'interaction avec la machine, d'abstraction. Le travail complexe, polyvalence, autonomie, exclut donc les populations peu qualifiées, notoirement les travailleurs handicapés.

La main-d'œuvre existe au sein de rapports sociaux qui en dessinent le cadre d'utilisation, la rémunération, le temps de travail. Moyen de l'auto production humaine, le travail organise et constitue une médiation entre la nature et les hommes et les hommes entre eux, tous socialisés. Contrainte à l'autonomie dans la dépendance, la main-d'œuvre cherche fortune dans le monde qui l'instrumentalise. Avec nos *Curriculum Vitae* (CV), nous cherchons du travail. Michelle Riot-Sarcey (2016)

cite et commente un journal ouvrier de 1830 : « Liberté pleine et entière de toute industrie, abolition du monopole et des corporations, répression de l'abus de l'autorité des maîtres et de la basse police autant qu'il sera en notre pouvoir, instruction des ouvriers sur leurs véritables intérêts... » Avec en toile de fond, de manière explicite, l'idée que « le principe d'association qui nous permet d'entreprendre un travail aussi utile et aussi nécessaire ne sera pas oublié² ». Soit, dans toutes ses déclinaisons, et par un représentant critique appartenant à la classe ouvrière en lutte, la vibrante affirmation de la liberté. Comme le prolétariat naissant, les personnes handicapées veulent être libres, ce qui est l'une des conditions de leur employabilité.

Pour construire mon propos, je mobilise certains aspects de l'œuvre de Walter Benjamin³ : je soutiens d'abord l'idée que la main-d'œuvre handicapée doit aller au marché et construire sa valeur d'exposition ; je souligne ensuite les limites de cette option collective consensuelle.

La déficience va au marché

Benjamin connaissait les deux phrases suivantes de Marx : « Les marchandises ne peuvent point aller elles-mêmes au marché ni s'échanger elles-mêmes entre elles. Il nous faut donc tourner nos regards vers leurs gardiens et conducteurs, c'est-à-dire leurs possesseurs⁴ ». Dans deux autres textes, il écrit : « Baudelaire savait quelle était la vraie situation de l'écrivain ; il se rend au marché en flâneur ; il prétend qu'il veut observer mais, en réalité, il cherche déjà un acheteur » ; « Dans la personne du flâneur l'intelligence se familiarise avec le marché. Elle s'y rend, croyant y faire un tour ; en fait c'est déjà pour trouver preneur ». Dans la personne du handicapé, la déficience se familiarise avec le marché.

2. Les deux citations sont tirées du journal *L'artisan, journal de la classe ouvrière* (26 septembre-17 octobre 1830) : Michelle Riot-Sarcey (2016, p. 117) les a extraites du livre de Maurizio Gribaudi, *Paris ville ouvrière. Une histoire occultée (1789-1848)*, La Découverte, Paris, 2014, p. 295.

3. Au lecteur intéressé par ce croisement du handicap avec les thèses développées par Walter Benjamin, je me permets d'indiquer l'existence de mon livre *Laura de la déficience. Penser le handicap avec Walter Benjamin*, Presses universitaires de Grenoble, 2016.

4. Benjamin a recopié trois citations extraites du chapitre II du Livre I de *Le Capital* et notamment l'une qui suit de très près ma citation, Benjamin, 2006, p. 669-670.

Les déficiences vont au marché car leurs possesseurs, les personnes handicapées, le souhaitent et elles sont acceptées comme des candidats légitimes. Dans le monde de la séparation et de la primauté de la valeur d'échange, le mouvement d'aliénation implique que toute œuvre devenant marchandise aille au marché. Mais il faut aussi et surtout que les personnes handicapées aient quelque chose à vendre à un acheteur. Pour ce faire, leur valeur d'exposition sera affirmée dans le même temps où, par la réparation des corps et des environnements, les conditions de leur employabilité seront améliorées.

Une valeur d'exposition à la hausse

Suite à Marx, Benjamin considère que, dans le mode de production capitaliste, la valeur d'échange des marchandises a pris le pas sur leur valeur d'usage. Mais vivant un demi-siècle après Marx, il prend la mesure de leur publicisation nécessaire, thème qu'il regroupe sous l'intitulé de valeur d'exposition. Alors qu'elle était auparavant quasi nulle, exception faite sous forme de monstres chez Barnum, la valeur d'exposition des personnes handicapées est aujourd'hui à la hausse. Dans un monde laïcisé producteur de connaissances scientifiques, elles cessent d'être en lien avec un autre monde – qui revendique encore de toucher la bosse du bossu? – et revendiquent une visibilité comme gage d'une reconnaissance accrue que les sociétés démocratiques ne veulent plus leur dénier. Benjamin construit et décompose la valeur d'exposition en quatre phases complémentaires, l'exposabilité, l'exposition, la masse et le décor.

L'une des fécondes propositions de Benjamin, postulat indémontrable, définit le monde comme langage (Benjamin, 2000a) : les yeux de mon chien me disent quelque chose, l'arbre me transmet son énergie, à certains moments, la falaise et le ciel présentent formes humaines. Cette langue qui gît dans les êtres et les choses veut s'exprimer : les mots de la langue littéraire contiennent du sens de même que peinture et musique mais aussi les pleurs du bébé. Benjamin globalise cette option en indiquant que toutes les œuvres ont en elles-mêmes ce qu'il nomme leur exposabilité : la langue veut sortir comme le bègue heurtant les mots ou l'infirme moteur cérébral peinant à articuler nous le font percevoir ou comme nous le vérifions quand nous disons chercher nos mots. Pour Benjamin, le traducteur a la très haute mission de chercher

la traduisibilité du texte, cet universel de la langue cachée sous la langue formalisée (Benjamin, 2000a), et le critique des œuvres celle de faire apparaître cette teneur de vérité masquée par l'explicite de la teneur chosale (Benjamin, 2000a).

Les langues de la déficience, orale, gestuelle, manifestent leur exposabilité de différentes manières: les personnes handicapées écrivent des livres et font état de leurs expériences pour construire leurs spécificités et dire leurs capacités. Elles prennent la parole comme emblématiquement le fit Helen Keller, née sourde, muette et aveugle (Keller, 1991). Avec sa bienfaitrice, on imagine avec quels tâtonnements, elles mirent au point une langue: par codifications successives, telle place de tel doigt de l'une dans la paume de la main de l'autre valait lettre de l'alphabet. Helen Keller fit de brillantes études universitaires.

Mais les personnes handicapées ont aussi appris les langues professionnelles et montré leurs capacités à exercer un métier: elles n'étaient donc pas *a priori* dénuées de capacités. Longtemps les sourds natifs furent considérés comme des idiots: mais leur scolarisation dans des établissements spécialisés accueillant des pairs plus âgés parlant la langue des signes française, leur permit de s'exprimer et d'acquérir des savoirs de base, ils devinrent éducatibles (Pelletier et Delaporte, 2002). Gisant dans un monde que l'on croyait silencieux à jamais, la langue est apparue. Mais l'exposabilité, cette nécessité intérieure, s'accompagne d'une généralisation de l'exposition qu'elle appelle, illustration avant la lettre de la théorisation de la reconnaissance (Honneth, 2002).

Dans la mesure où toute œuvre a une langue qui veut sortir, Benjamin considère qu'elle contient en elle sa reproduction (Benjamin, 2000c). L'original appelle la copie et l'histoire des hommes peut être comprise par l'intermédiaire de l'amplification et de la généralisation des techniques de reproduction qui contribuent au déclin de l'aura des œuvres uniques participant au culturel: les moines copistes et l'imprimerie, la peinture originale et ses sérigraphies numérotées, Maupassant en livre de poche, l'artisanat et le fordisme, l'enregistrement frauduleux sur internet et l'impression de DVD sur des micromarchés par des individus peu scrupuleux... la liste de ces reproductions à la sophistication croissante des œuvres est infinie. Dans le cinéma, il n'y a pas d'original de l'œuvre-film, seulement des copies.

La peinture sur les cimaises, l'affiche dans la chambre, le timbre sur l'enveloppe, sont exposés. Et Benjamin en détaille les multiples lieux : des salons littéraires aristocratiques sélectifs à la salle de cinéma, aujourd'hui les écrans réduits portatifs ; de la collection privée aux musées grandioses accueillant des œuvres et des publics nombreux ; des ruelles crottées du Paris moyenâgeux aux grands boulevards haussmanniens bitumés permettant, car la boue en a disparu, le mouvement des robes, l'élégance et l'allure, la présentation immaculée. Emblématiques supports et lieux d'exposition, les passages parisiens (Benjamin, 2006) : à tous moments du jour et de la nuit car éclairés au gaz, à l'abri des intempéries dont les protège un toit de verre, ils ne sont plus une rue, les hommes, les femmes et les marchandises s'y exposent.

Cette exposition généralisée est rendue possible par des dispositifs agrandissant l'espace, l'alliance inédite du fer et du verre, le Grand Palais du XIX^e siècle et le Louvre de Pei, soit la généralisation des halls, de plus ou moins grande extension, mais tous permettant l'exposition : le hall de gare ferroviaire expose les corps, les informations, les publicités, les marchandises, et organise les flux.

Les personnes handicapées sont exposées en de nombreux halls : des revues professionnelles, les Maisons départementales des personnes handicapées, des salons spécialisés présentant comme il se doit les nouveautés, des programmes audiovisuels dédiés, des manifestations de sensibilisation comme les semaines pour l'emploi relayées par les médias, les trains pour l'intégration, les colloques, réunions d'information et séminaires. Les aidant à écrire leur CV, des professionnels les rendent visibles comme main-d'œuvre opérante, mobilisable et demandeuse. Des dispositifs matériels extérieurs facilitant leur exposition augmentent en nombre et diversifient leurs activités : le réseau Cap-Emploi, exclusivement dédié à l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés et qui participe d'un élargissement du service public de l'emploi, démarche des employeurs, présélectionne les candidats, propose des orientations, fait des diagnostics... Des cabinets privés spécialisés dans le handicap sont apparus et des grandes entreprises mettent en commun leurs ressources pour rechercher des travailleurs handicapés.

Benjamin connaît et aime les métropoles, Paris et Berlin. Il souligne l'importance de l'une de ces nouvelles figures urbaines cernée par

« Handicap, Vieillesse, Société »
Collection dirigée par Alain Blanc

DANS LA MÊME COLLECTION

- H. Dupont, *Déségrégation et accompagnement total. Sur la progressive fermeture des établissements spécialisés pour enfants handicapés*, 2021
- V. Gourinat, P.-F. Groud, N. Jarrassé (dir.), *Corps et prothèses*, 2020
- C. Desjeux, *Vote et handicaps. Vers une éthique de la vulnérabilité. Pour aller au-delà de l'inclusion*, 2020
- C. de Saint Martin, *La parole des élèves en situation de handicap. On sait marcher droit mais de travers*, 2019
- F. Mennrath, *Violences en institution, bientraitance en situation*, 2019
- S. Demichel-Basnier, *Sociologie des voix artificielles*, 2019
- X. Bouton, *Corps diminué et reconstruction collective*, 2018
- G. Demazure, V. Huys, *Enseignement et handicap. Défis et réponses d'un enseignement adapté*, 2018
- I. Puech et A. Touahria-Gaillard (dir.), *L'accompagnement du handicap à domicile. Enjeux moraux, sociaux et politiques*, 2018
- S. Ebersold, *Éducation inclusive : privilège ou droit ?*, *Accessibilité et transition juvénile*, 2017
- È. Gardien, *L'accompagnement et le soutien par les pairs*, 2017
- H.-J. Stiker, *La condition handicapée*, 2017
- A. Blanc, *L'aura de la déficience. Penser le handicap avec Walter Benjamin*, 2016
- D. Bedoin et M. Janner-Raimondi (dir.), *Petite enfance et handicap. Famille, crèche, maternelle*, 2016
- H. Dupont, « *Ni fou, ni gogol !* » *Orientation et vie en ITEP*, 2016
- C. Dargère et S. Héas (dir.), *La chute des masques. De la construction à la révélation du stigmate*, 2015
- B. Lucas, *Le travailleur handicapé aux portes de l'inclusion*, 2015
- J. Zaffran (dir.), *Accessibilité et handicap*, 2015

J.-F. Gomez, *Le labyrinthe éducatif. Considérations inactuelles sur le travail éducatif dans les établissements spécialisés*, 2014

P. Legros (dir.), *Les processus discriminatoires des politiques du handicap*, 2014

P. Sanchez, *Justice pour les personnes handicapées*, 2014

P. Dufour, *L'expérience handie. Handicap et virilité*, 2013

M. Jouan (dir.), *Voies et voix du handicap*, 2013

M. Blatgé, *Apprendre la déficience visuelle. Une socialisation*, 2012

C. Blatier, M. Paulicand, L. Perrin-Bensahel (dir.), *Vous avez dit non-discrimination?*, 2012

C. Dargère, *Enfermement et discrimination. De la structure médico-sociale à l'institution stigmat*, 2012

E. Weislo, *Le handicap a sa place. De l'autorisation d'absence aux bancs de l'école*, 2012

M. Larrouy, *L'invention de l'accessibilité. Des politiques de transports des personnes handicapées aux politiques d'accessibilité aux transports urbains de voyageurs de 1975 à 2005*, 2011

J.-Y. Richier, *Croire à la normalité*, 2011

A. Blanc (dir.), *Les Aidants familiaux*, 2010

M. Franceœur, *Fin de vie en établissement gériatrique*, 2010

D. Moyse, *Handicap : pour une révolution du regard*, 2010

A. Blanc (dir.), *L'Insertion professionnelle des travailleurs handicapés*, 2009

H.-J. Stiker, *Les Métamorphoses du handicap de 1970 à nos jours*, 2009

A. Blanc (dir.), *Les Travailleurs handicapés vieillissants*, 2008

È. Gardien, *L'Apprentissage du corps après l'accident. Sociologie de la production du corps*, 2008

O. R. Grim, *Mythes, monstres et cinéma. Aux confins de l'humanité*, 2008